

**N° 56/CA du Répertoire**

**N° 2012-098/CA du Greffe**

**Arrêt du 22 mai 2013**

**Affaire : VIATONOU Sonagnon**

**C/**

**MAIRE DE LA COMMUNE D'ADJARRA**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date du 24 août 2012, enregistrée au Greffe de la Cour le 03 septembre 2012 sous le n°974/GCS, par laquelle madame VIATONOU Sonagnon représentée par son conseil, maître Paul KATO ATITA, Avocat à la Cour, a introduit un recours pour excès de pouvoir aux fins d'annulation de l'arrêté n°67/1B-MADJ/SG/SADAC pris le 10 avril 2012 par le maire de la commune d'Adjarra ;

Vu la lettre n°0113/GCS en date du 16 janvier 2003, reçue le 21 janvier 2013 par maître Paul KATO ATITA invitant la requérante à régulariser sa requête par la formalité de timbrage prévue à l'article 682 du code général des impôts ;

Vu la lettre n°0112/GCS datée du 16 janvier 2003 et réceptionnée le 21 janvier 2013 par maître Paul KATO ATITA par laquelle la requérante a été mise en demeure, conformément à l'article 931 de la loi n°2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, administrative, sociale et des comptes, pour consigner au Greffe de la Cour dans le délai de quinze jours.

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Oùï le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Oùï l'avocat général **Onésime G. MADODE** en ses conclusions ;



Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant qu'aux termes de l'article 931 de la loi n°2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, administrative, sociale et des comptes, « Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au Greffe de la Cour, une somme de quinze mille (15.000) francs dans le délai de quinze (15) jours, à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou de notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai.

La consignation de cette somme est justifiée par la production d'un récépissé de versement..... »

Considérant que la requérante a été mise en demeure par lettre n°112/GCS du 16 janvier 2013 pour consigner conformément aux dispositions ci-dessus citées ;

Que cette mise en demeure adressée à son conseil, maître Paul KATO ATITA, a été réceptionnée par ce dernier le 21 janvier 2013, qui disposait alors jusqu'au 04 février 2013 pour s'acquitter de cette obligation légale ;

Considérant que maître KATO ATITA est allé payer au Greffe la consignation le 25 mars 2013, alors que l'instruction du dossier a été clôturée le 11 février 2013 et soumis au rapport le 18 mars 2013 ;

Considérant que maître Paul KATO ATITA, invité à l'audience du 22 mai 2013 fait parvenir à la Cour des observations datées du 10 mai 2013 et enregistrées à la Cour le 14 mai 2013 au Secrétariat du Cabinet du Président de la Cour ;

Que n'ayant pas comparu à cette audience, les observations de l'avocat de la requérante ont été lues à l'audience ;

Mais considérant que ces observations n'apportent aucun élément nouveau susceptible de modifier les avis du conseiller-rapporteur et du Parquet Général ;

Que dans ces conditions, il y a lieu de constater que la requérante a consigné hors délai et par conséquent de conclure à sa déchéance dans la présente procédure.



**Par ces motifs**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Madame VIATONOU Sonagnon est déchue de son recours ;

**Article 2** : Les frais sont mis à sa charge ;

**Article 3** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties, ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA**, conseiller à la chambre administrative ;

**PRESIDENT;**

**Eliane R. G. PADONOU**

**Et**

**Etienne FIFATIN**

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du mercredi vingt deux mai deux mille treize, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Onésime G. MADODE**, Avocat général ;

**MINISTERE PUBLIC ;**

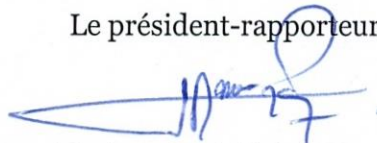
**Hortense LOGOSSOU-MAHMA**

**GREFFIER ;**

Et ont signé :

Le président-rapporteur,

Le greffier,

  
**Jérôme O. ASSOGBA**

  
**Hortense LOGOSSOU-MAHMA**

